

II- Les relations internationales du Québec

Manon Tessier

Volume 28, Number 2, 1997

La paix par l'intégration ? Régionalisme et perspectives de sécurité

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/703743ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/703743ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this document

Tessier, M. (1997). II- Les relations internationales du Québec. *Études internationales*, 28(2), 374–382. <https://doi.org/10.7202/703743ar>

des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 45*, 7 mars 1997 ; *La Presse*, 11 mars 1997, p. C20).

Nominations

30 janvier : M. Léonard Legault est nommé au poste de commissaire à la Commission mixte internationale. (Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international, *Communiqué n° 14*, 30 janvier 1997)

25 février : M. Warren Allmand succède à M. Ed Broadbent à la direction du Centre international des droits de la personne et du développement démocratique. (Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 25 février 1997)

II – Les relations internationales du Québec

(janvier à mars 1997)

A — Aperçu général

C'est notamment vers l'Asie et l'Afrique que le Québec déployait ses efforts, ce trimestre, alors que le carnet de voyage des ministres, plus substantiel depuis la fermeture de délégations, comportait des escales peu traditionnelles comme la Turquie, le Japon, la Côte d'Ivoire et la Corée du Sud. Le nombre des visites ministérielles à l'étranger ne devrait d'ailleurs pas diminuer au cours de la prochaine année, le Premier ministre ayant promis, dans la foulée de sa mission asiatique, de piloter lui-même des missions similaires dans d'autres pays.

B — Les politiques commerciales

En février, le Premier ministre lançait avec une détermination renouvelée le Québec à la conquête des marchés étrangers en invitant les gens d'affaires et les dirigeants de centrales syndicales à se joindre au gouvernement pour la tenue de missions commerciales¹. La Chine deviendra le premier pays à recevoir une telle mission qui sera suivie par des missions semblables en Amérique latine. Le Premier ministre étudiait aussi la possibilité de mener des missions commerciales conjointes avec l'Ontario et un groupe de travail était formé à cette intention. Dans ce cas-ci, des missions spécialisées dans les transports et les télécommunications pourraient se rendre en Turquie et en Malaisia².

C — Les politiques d'immigration

À quelques reprises, le gouvernement québécois faisait connaître son insatisfaction face aux décisions fédérales en matière d'immigration. En février,

1. *Le Devoir*, 22-23 février 1997, pp. A1-A14 ; *The Globe and Mail*, 22 février 1997, p. A7.

2. *Le Devoir*, 8-9 mars 1997, p. A8.

il déplorait à nouveau la double tarification reliée aux frais de sélection des immigrants estimant que, par ces coûts additionnels, le gouvernement canadien nuit au recrutement des immigrants indépendants au Québec³. En mars, il dénonçait la restructuration du programme fédéral d'immigration des investisseurs. Ces nouvelles normes défavoriseraient le Québec en poussant les investisseurs vers des provinces où le niveau de placement obligatoire est moins élevé⁴.

D — Les politiques d'aide au développement

Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, annonçait le 10 mars la création d'un Fonds d'aide à l'action humanitaire internationale qui sera financé grâce à un prélèvement de 1% sur les bénéfices des casinos gérés par Loto-Québec. On prévoit ainsi dégager 1,6 million de dollars en 1996-1997 et 2 millions de dollars en 1997-1998. C'est le nouveau Secrétariat à l'aide internationale qui assumera la gestion de ce fonds et le ministre Simard a tenu à souligner la contribution du Dr. Réjean Thomas lors du processus d'institutionnalisation du Secrétariat⁵.

En outre, le ministre annonçait le financement immédiat de deux projets pour la région des Grands Lacs africains. Des organismes québécois de coopération internationale recevront 500 000 \$ et 43 500 \$ pour la réinstallation de réfugiés et la réorganisation sociale dans l'est du Zaïre et au Rwanda.

E — Le Québec et la Francophonie

À l'occasion de la semaine internationale de la Francophonie, les dirigeants québécois réaffirmaient à plusieurs reprises leur confiance en cette institution. Ils se réjouissaient particulièrement du choix du thème du développement économique comme priorité pour le prochain Sommet francophone. Le ministre des Relations internationales déclarait notamment que la Francophonie doit « parfaire sa crédibilité » pour influencer la prise de décision des grands bailleurs de fonds multilatéraux et mettre de l'avant « des grands projets mobilisateurs » s'inscrivant dans un « plan global de développement économique intégré⁶ ».

F — Le Québec et les États-Unis

Au début de janvier, M. Bernard Landry, le vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, effectuait à Dallas, au Texas,

3. Cabinet du ministre des Relations avec les citoyens et de l'Immigration, *Communiqué*, 23 février 1997.

4. *Le Devoir*, 22-23 mars 1997, p. A7.

5. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 10 mars 1997 (deux communiqués); *Le Devoir*, 11 mars 1997, p. A6.

6. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 14 mars 1997; Cabinet du Premier ministre, *Discours*, 18 mars 1997.

une courte mission de deux jours portant sur la prospection des investissements. Il y prononça une allocution devant la Chambre de commerce de Dallas et rencontra les dirigeants de Bell Helicopter Textrone et de Frito Lay, deux compagnies intéressées à investir ou déjà impliquées dans des projets de développement au Québec⁷.

G — Le Québec et l'espace européen

1 — La mission du ministre Sylvain Simard en Europe

Se rendant en Europe à la mi-février, le ministre des Relations internationales s'arrêtait d'abord à Bruxelles pour rencontrer le ministre-président de la Flandre, M. Luc Van den Bran. Leur entretien porta principalement sur la création de partenariats industriels et technologiques et, à cet effet, deux projets ont été annoncés. Le premier vise le développement économique régional, le second, l'envoi en Flandre d'une mission québécoise spécialisée dans le secteur du génie-conseil.

Le ministre Simard s'est par la suite rendu en Allemagne où il inaugura dans la capitale de la Bavière, Munich, un nouveau bureau du Québec. La décision du gouvernement québécois de revenir en Allemagne, après la fermeture de la délégation de Düsseldorf, répond à la fois à un vœu exprimé par les autorités du Länd et au désir du Québec de sauvegarder un lien privilégié à un coût moindre. La cérémonie d'inauguration avait lieu en présence du ministre de l'Économie, du Transport et de la Technologie du gouvernement de Bavière et du Secrétaire général de la Chancellerie bavaroise⁸.

Le séjour du ministre Simard était complété par une escale, à Londres, le 17 février, où il fit valoir auprès du sous-secrétaire d'État, Sir Paul Beresford, des arguments en faveur de l'utilisation sécuritaire de l'amiante. M. Simard profita aussi de son court séjour dans la capitale britannique pour rencontrer des représentants du milieu culturel⁹.

2 — La France

a) La mission en France de Mme Louise Beaudoin

Du 9 au 12 février, la ministre de la Culture et des Communications et ministre responsable de l'Autoroute de l'Information, Mme Louise Beaudoin, participait avec une délégation d'entreprises québécoises à l'édition 1997 du Milia, un important marché mondial du multimédia. Elle assista de plus à la signature d'ententes commerciales et fit la promotion de la place du français

7. Cabinet du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, *Communiqué*, 8 janvier 1997; *Le Devoir*, 9 janvier 1997, p. B4.

8. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 14 février 1997; *Le Devoir*, 15-16 février 1997, p. A7; *The Globe and Mail*, 13 mars 1997, p. A10.

9. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 17 février 1997.

sur l'autoroute de l'information. De Cannes, Mme Beaudoin se rendait à Paris où elle entamait une série de rencontres avec des représentants culturels, industriels et politiques. Elle vit notamment le ministre de la Culture, M. Philippe Douste-Blazy, et le ministre délégué à la Poste, aux Télécommunications et à l'Espace, M. François Fillon¹⁰.

b) Le séjour en France de Mme Dionne-Marsolais

Avant de se rendre en Espagne, la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce et responsable du Tourisme débutait son séjour européen en France. À Paris, elle signait en compagnie de son homologue, M. Bernard Pons, la première entente de coopération touristique franco-québécoise. Elle a aussi assisté à la signature de plusieurs ententes commerciales et accords industriels. La ministre a terminé son séjour parisien par des entretiens avec le ministre délégué aux Finances et au Commerce extérieur, M. Yves Galland, et rencontrait à Bordeaux des gens d'affaires et des membres du Conseil général de la Gironde¹¹.

c) Autres questions

Deux irritants commerciaux faisaient la une de l'actualité ce trimestre. Dans le dossier de l'amiante, le gouvernement continuait ses efforts visant à contrer l'image négative de ce produit en France et la ministre déléguée aux Mines, aux Terres et aux Forêts, Mme Denise Carrier-Perreault, rencontrait en mars des journalistes français venus réaliser au Québec des reportages sur cette question¹². Dans le second cas, celui du dossier du doublage des films étrangers en français, ni des discussions entre ministres responsables du dossier, ni la création d'un groupe de travail conjoint ne parvenaient à faire évoluer la situation. Si l'impasse persiste, le gouvernement du Québec examinera soit la possibilité d'adopter une loi sur cette question, soit celle de porter sa cause devant l'Organisation mondiale du commerce¹³.

3 – L'Espagne

Après sa mission en France, Mme Dionne-Marsolais dirigeait en Espagne une mission formée de représentants des sociétés Hydro-Québec, Gaz métropolitain et de la Banque nationale¹⁴. Dans la foulée de la récente visite au Québec du Président catalan, Mme Dionne-Marsolais s'est entretenue avec son homologue, M. Antoni Subirà, et tous deux ont rendu publique une entente

10. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 10, n° 4, février-mars 1997, pp. 1-2 et 6; Cabinet de la ministre de la Culture et des Communications, *Communiqué*, 6 et 10 février 1997; *Le Devoir*, 10 février 1997, p. A3.

11. Délégation générale du Québec à Paris, *Lettre du Québec*, vol. 10, n° 4, février-mars 1997, pp. 4-5; *Le Devoir*, 31 janvier 1997, p. A4.

12. Ministre déléguée aux Mines, Terres et Forêts, *Communiqué*, 19 mars 1997; *La Tribune*, 20 mars 1997, cité par *L'Argus*, 26 mars 1997, p. A29.

13. *Le Devoir*, 19 février 1997, p. A2; *The Globe and Mail*, 19 mars 1997, p. A11.

14. Cabinet de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, *Communiqué*, 5 février 1997; Ministère des Relations internationales, *Lettre du Québec*, 14-02-1997.

de principe qui favorisera la création d'un programme d'accords industriels. Ils ont également participé à la première réunion du comité mixte de coopération Québec-Catalogne et deux projets reliés aux secteurs économique et technologique ont reçu leur aval.

Durant ce voyage, la ministre québécoise s'est aussi rendue au Pays basque où elle fut l'invitée du ministre de l'Industrie, de l'Agriculture et de la Pêche, M. Javier Retegi. Comme elle l'avait fait à Barcelone, la ministre a présidé un séminaire économique à l'issue duquel un programme d'accords industriels similaire à celui conclu avec la Catalogne a été annoncé. Son passage au Pays basque a de plus permis de parfaire les détails entourant la visite prochaine au Québec du président Antonio Ardanza.

H — Le Québec et l'Amérique latine

Attiré par la forte croissance du marché latino-américain, le gouvernement annonçait quelques mesures pour cette région ce trimestre. Par exemple, le premier ministre Bouchard confirmait en février qu'il piloterait l'an prochain des missions commerciales en Amérique latine tandis qu'à court terme, la ville de Montréal accueillera dès juin un séminaire sur le développement du potentiel hydro-électrique latino-américain¹⁵. En recevant ces participants, le Québec espère renforcer son positionnement et faire connaître son expertise dans ce secteur d'activité. De plus, la présence de représentants du gouvernement en Argentine et au Chili était officiellement confirmée en mars¹⁶.

1 — Le Brésil

Le gouverneur de l'État du Minas Gerais, M. Eduardo Brandao de Azeredo, effectuait une visite officielle au Québec, à la mi-mars. Le gouverneur, quatre secrétaires d'État et les dirigeants d'une quinzaine d'entreprises rencontraient le ministre de l'Économie et des Finances et le ministre des Relations internationales. Une réunion de travail qui permit de faire le point sur l'entente de coopération récemment signée et des rencontres avec des dirigeants d'Hydro-Québec et d'Alcan complétaient cette visite de deux jours¹⁷.

I — Le Québec et la Turquie

Du 31 mars au 4 avril, accompagné de représentants d'Hydro-Québec et de Gaz Métropolitain, le ministre d'État des Ressources naturelles faisait en Turquie la promotion du savoir-faire québécois dans le secteur énergétique. Lors de ce séjour, le ministre Guy Chevrette rencontra le président de la république, M. Süleyman Demirel, la vice-première ministre, Mme Tansu Çiller, ainsi que son homologue, M. Recai Kutan. Cette visite, espère-t-on,

15. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 21 février 1997.

16. Cabinet de la ministre déléguée à l'Industrie et au Commerce, *Communiqué*, 17 mars 1997.

17. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 18 mars 1997.

devrait générer plusieurs contrats rendus possibles par la privatisation du réseau d'électricité turc et la décision de construire d'importants gazoducs¹⁸.

J — Le Québec et l'Afrique

Ce trimestre, deux ministres prenaient la tête d'une des plus imposantes missions commerciales réalisées en Afrique par le Québec. Le ministre des Relations internationales, M. Sylvain Simard, sa collègue déléguée à l'Industrie et au Commerce, Mme Rita Dionne-Marsolais, et une cinquantaine de gens d'affaires se rendaient au Sénégal et en Côte d'Ivoire du 1^{er} au 7 mars¹⁹.

Durant son séjour, la délégation québécoise a été reçue par les Présidents des deux pays puis a rencontré une vingtaine de ministres sénégalais et ivoiriens soit dans le cadre de rencontres bilatérales soit dans le cadre d'ateliers sectoriels. Une demi-douzaine d'entreprises ont confirmé des projets de développement ou de partenariat tandis que des avenues prometteuses de coopération ont été envisagées. Parmi celles-ci notons l'exploitation de récentes découvertes de gaz naturel et la réalisation de projets d'infrastructures pour le canal de Cayor.

K — Le Québec et l'Asie

Profitant des activités entourant l'Année canadienne Asie-Pacifique, le gouvernement du Québec manifestait, ce trimestre, un intérêt accru pour cette région. Ainsi, quatre ministres séjournaient en Asie en ce début d'année tandis que d'autres collègues leur emboîteront le pas au fil des prochains mois. De plus, le Québec se préparait à accueillir, pendant le mois de mai, les ministres du Commerce des pays du Bassin du Pacifique et à organiser une vingtaine de missions économiques dans cette région du monde en 1997²⁰.

l — La participation du Premier ministre à Équipe Canada

Le Premier ministre du Québec participait pour la première fois à une mission commerciale d'Équipe Canada qui se déroula, somme toute, dans un climat de solidarité autour d'un objectif de promotion commerciale partagé par tous les participants²¹. M. Bouchard suivait le programme officiel de la mission canadienne à l'exception de la portion thaïlandaise qu'il écourta de deux jours et de quelques rencontres bilatérales destinées à appuyer spécifiquement les efforts de compagnies québécoises²². Plus de 110 entreprises,

18. Ministre d'État des Ressources naturelles, *Communiqué*, 26 mars 1997; *Le Soleil*, cité par *L'Argus*, 4 avril 1997, pp. A1-A12.

19. Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 28 février 1997 et *Communiqué*, 6 mars 1997.

20. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 21 février 1997.

21. Voir *Le Devoir*, 11-12 janvier 1997, p. A5; *The Globe and Mail*, 17 janvier 1997, pp. A1-A4, 18 janvier 1997, p. A8 et 21 janvier 1997, p. A20.

22. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 6 janvier 1997.

sociétés ou firmes du Québec, soit environ le quart de la délégation canadienne, se joignaient à M. Bouchard pour un périple de dix jours qui les amenait en Corée du Sud, aux Phillipines et en Thaïlande, à compter du 8 janvier.

À Séoul, M. Bouchard assistait à la signature de sept contrats totalisant 6,4 millions \$ et rencontrait plusieurs dirigeants d'entreprises et d'institutions sud-coréennes intéressés par l'expertise québécoise dans les domaines de l'apprêtage de la fourrure, de l'hydro-électricité, de la ventilation des bâtiments et de la gestion des fonds de pension²³. Dans le cadre élargi de la mission canadienne, le Premier ministre a de plus rencontré le Premier ministre sud-coréen devant qui il défendit la cause de l'amiante produit au Québec²⁴. Il discuta d'ailleurs de l'usage sécuritaire de l'amiante lors de chacune des escales du voyage.

À Manille, un total de seize entreprises québécoises ont signé onze contrats pour une valeur de 10 millions \$ et quatorze protocoles d'ententes pour une valeur de 322 millions de dollars²⁵. En outre, la question du travail des enfants a été soulevée lors d'un entretien entre le Président philippin, le Premier ministre canadien et trois ministres provinciaux dont M. Bouchard²⁶.

La portion finale du voyage, la Thaïlande, a constitué l'étape la plus profitable au chapitre des contrats fermes avec la signature de huit contrats évalués à 181,2 millions de dollars et s'est classée seconde pour les protocoles d'entente avec cinq signatures évaluées à 60,5 millions de dollars²⁷. Ce voyage fut également marqué par d'importantes annonces destinées à renforcer la présence du Québec en Asie²⁸. Ainsi, on apprenait qu'à partir du mois de mai, un représentant du Québec sera en poste à Manille dans les nouveaux locaux de la Caisse de dépôt et de placement et d'Hydro-Québec tandis qu'un autre représentant du Québec entrera en fonction, à compter d'avril, à Séoul dans les bureaux de la Banque nationale. Un conseiller économique les secondera de Vancouver dès le mois de mars tandis que le délégué itinérant pour l'Asie, M. Léo Paré, entreprendra dans les prochains mois le suivi de la participation du premier ministre Bouchard. Faisant le bilan de son séjour asiatique, M. Bouchard s'est dit impressionné par les résultats obtenus par les entrepreneurs québécois.

2 – La Chine

Après son séjour en Turquie, le ministre d'État des Ressources naturelles se dirigeait vers la Chine pour une visite d'une semaine destinée à assurer le

23. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 10 janvier 1997; *Le Devoir*, 13 janvier 1997, p. A3; *The Globe and Mail*, 31 janvier 1997, p. A8.

24. *Le Devoir*, 14 janvier 1997, p. B2.

25. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 15 janvier 1997.

26. *Le Devoir*, 15 janvier 1997, p. A4.

27. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 janvier 1997.

28. Cabinet du Premier ministre, *Communiqué*, 17 janvier 1997; *Le Devoir*, 18-19 janvier 1997, p. A5; *Le Soleil*, 18 janvier 1997, p. B1.

suivi de la mission commerciale québécoise effectuée en novembre dernier. Une quinzaine d'entrepreneurs québécois spécialisés dans le secteur énergétique et intéressés à pénétrer le marché chinois accompagnaient M. Chevrette. Cette mission permet également de préparer la mission commerciale que le Premier ministre du Québec dirigera en Chine dès l'automne prochain²⁹.

3 – Le Japon

Pour la première fois depuis 1989 un ministre des Finances du Québec se rendait au Japon. M. Bernard Landry a effectué une visite dans ce pays du 27 au 29 janvier où il a tenu plusieurs rencontres avec des investisseurs et des financiers japonais afin de discuter de la situation budgétaire et financière au Québec. Des rencontres avec trois membres du gouvernement japonais étaient également prévues³⁰.

4 – Le Viêt-nam

Du 6 au 14 mars, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, M. Guy Julien, se rendait au Viêt-nam pour renouveler l'entente de coopération économique et technologique signée avec ce pays en 1992. À cette fin, il rencontra le vice-ministre du ministère du Plan et de l'Investissement ainsi qu'un représentant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural. Ce nouvel élan dans la coopération entre le Québec et le Viêt-nam se traduira notamment par une coopération agroalimentaire accrue. Ce séjour a aussi comporté un volet économique et le ministre a profité de sa présence à Hanoi et Hô Chi Minh-Ville pour s'entretenir avec plusieurs gens d'affaires vietnamiens³¹.

L — Chronologie thématique*

Le Forum économique de Davos

31 janvier au 2 février :

Le ministre d'État de l'Économie et des Finances, M. Bernard Landry, participe à Davos, en Suisse, au Forum économique mondial. Il sensibilise ses interlocuteurs au dynamisme de l'économie québécoise dans des secteurs tels que l'aérospatiale et l'industrie pharmaceutique. (Cabinet du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, *Communiqué*, 24 janvier 1997).

29. Ministère d'État des Ressources naturelles, *Communiqué*, 26 mars 1997.

30. Cabinet du vice-premier ministre et ministre d'État de l'Économie et des Finances, *Communiqué*, 24 janvier 1997 ; *Le Devoir*, 29 janvier 1997, p. B3.

31. Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, *Communiqué*, 5 mars 1997 et 13 mars 1997 ; *Le Nouvelliste*, 7 mars 1997, cité par *L'Argus*, 11 mars 1997, pp. A7-A8.

* Cette chronologie n'est pas exhaustive. Elle mentionne essentiellement des événements non rapportés dans les rubriques précédentes.

Le Québec et l'ALENA

11 février :

Après le Manitoba et l'Alberta, le Québec devient la troisième province à adhérer aux termes de l'Accord nord-américain de coopération dans le domaine du travail, ce qui lui permettra notamment de porter plainte contre des entreprises américaines et mexicaines ne respectant pas les conditions de travail de leurs employés. (*Le Devoir*, 12 février 1997, p. B5).

Subventions pour les artistes en tournée à l'étranger

28 février :

La ministre de la Culture et son collègue des Relations internationales font part de leur indignation au ministre des Affaires étrangères du Canada dans le dossier des nouveaux critères fédéraux d'admission pour des subventions aux artistes canadiens en tournée à l'étranger. Le Québec craint que le financement ne s'effectue à partir de critères basés sur la promotion de l'unité canadienne plutôt que sur l'excellence. (Cabinet de la ministre de la Culture et des Communications, *Communiqué*, 28 février 1997).

Émission d'un timbre sur le Général de Gaulle

mars :

L'intention du gouvernement français d'émettre un timbre rappelant la visite du Général de Gaulle au Québec en 1967 soulève des passions au Canada anglais. Après une rencontre avec l'ambassadeur canadien, le ministère français des Affaires étrangères émet un communiqué expliquant que le contenu du timbre respectera la sensibilité canadienne dans ce dossier. (*Le Devoir*, 7 mars 1997, p. A4 et 19 mars 1997, p. A1 ; *Le Soleil*, 15 mars 1997, p. A18).

Signatures d'ententes

21 février : Le Québec et le Chili signent une entente en matière de sécurité sociale. (Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 20 février 1997).

27 mars : Dans le cadre d'une mission en France, le ministre de la Santé et des Services sociaux, M. Jean Rochon, signe avec son homologue une entente en matière de santé. (Cabinet du ministre de la Santé et des Services sociaux, *Communiqué*, 27 mars 1997 ; *Le Quotidien*, 28 mars 1997, cité par *L'Argus*, 3 avril 1997, p. A8).

Nomination diplomatique

13 février : Le ministère des Relations internationales dément la nomination de M. David Levine à la tête de la délégation du Québec à New York. (Ministère des Relations internationales, *Communiqué*, 13 février 1997 ; *Le Devoir*, 4 mars 1997, p. A7).